

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2210

[2008/202398]

26 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire commune;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 19 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008, division organique 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, tel que modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004, et plus particulièrement l'article 7bis, § 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juin 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'accord cadre tripartite du 28 février 2007 pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 tel qu'approuvé par le Gouvernement wallon en sa séance du 1^{er} mars 2007 et plus particulièrement le point 2.6 relatif à "l'octroi de jours de congé supplémentaires à compenser par des créations nettes d'emplois" et l'alinéa relatif aux mesures particulières concernant les gardes à domicile;

Considérant qu'il convient de majorer les forfaits de subventions du secteur privé pour permettre la création d'emploi devant compenser l'octroi de jours de congé supplémentaires;

Considérant la nécessité d'harmoniser l'octroi de la subvention complémentaire en faveur de tous les emplois de gardes à domicile;

Considérant qu'en ce qui concerne la fixation des contingents, 2006 était la dernière année du programme de "rattrapage" territorial en matière de contingents, "rattrapage" entamé en 2004 pour faire face à la nécessité d'assurer une répartition équitable de l'offre des services entre les zones d'activité;

Considérant l'obligation pour le Gouvernement wallon de fixer les contingents pour l'exercice 2008;

Considérant l'abandon des contingents territoriaux au 1^{er} janvier 2008 en faveur de la seule notion de contingents de service;

Considérant l'urgence spécialement motivée par le fait que les services doivent connaître au plus vite leurs contingents afin de pouvoir mieux organiser l'offre de services en fonction des demandes toujours plus nombreuses;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié, est abrogé.

Art. 2. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 9. § 1^{er} Les subventions sont octroyées dans les limites des crédits disponibles.

§ 2. Pour l'octroi des subventions visées à l'article 10, le Ministre fixe annuellement et par service, le nombre maximum annuel d'heures d'activités d'aide à la vie quotidienne subventionnables, dénommé contingent de service.

A. Le service bénéficie en 2008 d'un contingent de service fixé en tenant compte de la moyenne des contingents lui octroyés en 2006 et 2007, ainsi que de la moyenne de l'activité qu'il a réalisée en 2006 et 2007.

B. Si la moyenne de l'activité d'un service pour les années 2006 et 2007 est supérieure à 97 % de la moyenne des contingents qui lui ont été octroyés, avant transfert, en 2006 et en 2007, alors ce service bénéficie de ce contingent moyen à 100 %. Dans le cas contraire, le service se verra octroyer un contingent égal à 103 % de l'activité moyenne qu'il a réalisée en 2006 et 2007, avec un minimum de 500 h en plus de cette activité, et plafonné au contingent moyen.

C. Les heures ainsi récupérées sont alors redistribuées, au sein de chaque secteur, public et privé, à part égale entre tous les services à l'exclusion de ceux dont le contingent a été réduit, par rapport au contingent moyen, en application du point B.

D. Le contingent ainsi obtenu est ensuite plafonné à 103 % de la moyenne de l'activité des années 2006 et 2007. Les heures ainsi récupérées sont alors redistribuées, pour 65 % au sein de chacun des secteurs, entre les services dont l'activité moyenne de 2006 et 2007 est supérieure au contingent moyen de 2006 et de 2007 et ce en réservant le cas échéant un contingent de 5 000 heures minimum à un nouveau service répondant aux conditions d'agrément dans le courant de 2008, et pour 35 % sur les deux secteurs confondus, privé et public, entre les services dont l'activité moyenne de 2006 et 2007 est supérieure au contingent moyen de 2006 et de 2007, de manière proportionnelle à leur dépassement.

§ 3. Après notification des contingents, deux ou plusieurs services peuvent passer convention afin d'affecter les éventuelles heures non utilisées dans le cadre des limites de leur contingent, au bénéfice des parties à la convention qui dépasseraient les leurs. Cette convention doit être notifiée au Ministre avant le 1^{er} octobre de l'année considérée.

§ 4. Dans la mesure où les crédits disponibles le permettent parce que, sans préjudice du § 3, certains contingents n'ont pas été totalement utilisés en 2008, les activités effectuées par les services au-delà des limites de leur contingent, bénéficient des subventions fixées à l'article 10, éventuellement réduites au marc le franc.

§ 5. Les activités déployées par les aides familiales employées dans le cadre du programme de transition professionnelle, ainsi que par les aides familiales dont l'emploi est financé soit dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, soit dans le cadre des dispositions relatives aux A.P.E., au plan Activa avec allocation de chômage activée (dénommée allocation de travail) et à l'article 60 de la L.C.P.A.S., ne bénéficient pas des subventions fixées à l'article 10.

Art. 3. Au sein de l'article 10 du même arrêté, les § 1^{er} et § 2 sont remplacés par les paragraphes suivants :

§ 1^{er}. La subvention comporte :

1° Pour les services relevant du secteur privé :

a) un montant forfaitaire de 19,7321 EUR par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 0,4541 EUR pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins 8 ans et de moins de 14 ans, de 1,3990 EUR pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de 14 ans et plus;

b) un montant forfaitaire supplémentaire de 2,1755 EUR par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

c) un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,9438 EUR accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

d) un montant forfaitaire supplémentaire de 6,2067 EUR par heure effectuée les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 6 heures et 8 heures et entre 18 heures et 21 heures 30. Le nombre d'heures dites "inconfortables" ne peut dépasser 4 % des contingents.

2° Pour les services relevant du secteur public :

a) un montant forfaitaire de 18,7487 EUR par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 2,23 EUR pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins 8 ans et de moins de 14 ans, et de 3,8551 EUR pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de 14 ans et plus. Pour les services organisés par un organisme public qui n'applique pas aux aides l'échelle D1.1 prévue par la RGB ni l'échelle D2 (évolution de carrière après 8 ans dans la D.1) lorsqu'il n'est pas soumis à un plan de gestion visé par le plan Tonus, les montants de 2,23 EUR et 3,8551 EUR sont respectivement de 0,4682 EUR et 1,4672 EUR;

b) un montant forfaitaire supplémentaire de 2,1650 EUR par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

c) un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,9377 EUR accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux, des infirmiers gradués sociaux ou des infirmiers gradués spécialisés en santé communautaire, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

d) un montant forfaitaire supplémentaire de 6,2067 EUR par heure effectuée les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 6 heures et 8 heures et entre 18 heures et 21 heures 30. Le nombre d'heures dites "inconfortables" ne peut dépasser 4 % des contingents.

§ 2. Ces montants sont adaptés annuellement en fonction des indexations des salaires dans la fonction publique survenues au cours de l'année.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 104,14 dépassé en septembre 2006.

Art. 4. A l'article 18septies du même arrêté est ajouté le 2^e alinéa suivant :

"Sont également concernés par ce chapitre tous les autres gardes à domicile, non visés au 1^{er} alinéa, répondant aux conditions inscrites à l'article 5bis du présent arrêté."

Art. 5. Au sein de l'article 18octies, § 1^{er}, après les termes "tel que défini à l'article 18septies", il est inséré les mots "premier alinéa". Par ailleurs le montant de "4.108,58 EUR" devient "4.191,77 EUR".

Il est inséré un deuxième alinéa au sein du § 1^{er} : "Un montant de 2.096 EUR est octroyé au service, par emploi équivalent à temps plein de garde à domicile tel que défini à l'article 18septies, 2^e alinéa, et ce, à titre d'intervention dans les frais de personnel administratif et des responsables de l'encadrement visés à l'article 4, 4^o, ainsi que pour les suppléments salariaux accordés pour les prestations effectuées les samedis, les dimanches, les jours fériés ou entre 18 heures et 08 heures. Pour les emplois à temps partiel, la subvention est réduite à due concurrence."

Les §§ 3 et 5 du même article sont supprimés.

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre "4quinquies. Du complément de subvention lié aux mesures inscrites dans l'accord cadre tripartite du 28 février 2007 pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009" entre les chapitres 4quater et 5. Il est composé des articles suivants :

"Art. 18duodecies. § 1^{er}. Sont concernés par cet article les travailleurs entrant dans le champ d'application de la convention collective de travail de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, relative à la classification et aux barèmes de rémunération, à l'exception d'une part des travailleurs visés à l'article 10 et d'autre part des travailleurs visés à l'article 2 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité.

§ 2. Dans les limites budgétaires fixées dans l'accord cadre tripartite du 28 février 2007 visé plus haut, une somme forfaitaire annuelle de 236,50 EUR est octroyée au service agréé par équivalent temps plein, à titre d'intervention dans le coût de l'embauche compensatoire découlant de l'octroi de 1,5 jours de congé supplémentaires.

§ 3. La subvention fixée au § 1^{er} est indexée conformément à l'article 10, § 2.

§ 4. Par année civile, la subvention est liquidée au service selon les modalités suivantes :

- une avance de 80 % de la subvention estimée sur base de l'activité réelle de l'année 2007, après introduction d'une déclaration de créance dûment complétée et signée;

- le solde sur présentation des pièces justifiant la charge réelle que l'employeur a supportée pour chaque travailleur en terme d'équivalent temps plein; celles-ci sont fournies au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Art. 18terdecies. § 1^{er}. Sont concernées par cet article les travailleurs entrant dans le champ d'application de la convention collective de travail de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, relative à la classification et aux barèmes de rémunération, à l'exception des travailleurs visés à l'article 2 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité.

§ 2. Dans les limites budgétaires fixées dans l'accord cadre tripartite du 28 février 2007 visé plus haut, une subvention d'un montant forfaitaire de 0,0834 EUR est octroyée au service agréé par kilomètre professionnel parcouru par les travailleurs visés au § 1^{er}.

§ 3. Les kilomètres parcourus dans le cadre de la distribution des repas et ceux effectués pour compte des bénéficiaires ne sont pas considérés comme kilomètres de mission.

§ 4. Le forfait est indexé sur base de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant règlement en matière des frais de parcours pour la fonction publique.

§ 5. L'octroi de la subvention est subordonné à l'application de la convention collective du 21 mai 2007 prise au sein de la sous-commission paritaire 318.01, laquelle fixe le montant de l'indemnité kilométrique pour frais de missions à concurrence du montant prévu en exécution de l'article 13, alinéa 4, de l'arrêté du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

§ 6. Pour chaque service, la subvention sera liquidée de la manière suivante :

- une avance égale à 80 % du montant obtenu en effectuant le produit des kilomètres 2007 par le forfait visé à l'article 1^{er};

- le solde de la subvention après réception de pièces justificatives comprenant un relevé précis, par service et par travailleur, des kilomètres effectués et payés aux travailleurs en exécution de l'article 13, alinéa 4, de l'arrêté du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Ces relevés devront être contresignés par les représentants des travailleurs concernés au sein du Conseil d'entreprise, ou à défaut du Comité pour la prévention et la protection au travail ou à défaut de la délégation syndicale.

Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Namur, le 26 juin 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2210

[2008/202398]

26 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

De Waalse Regering,

Gelet op decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 19 december 2007 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2008, afdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65.04 en 43.65.04;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, zoals meer bepaald gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004, inzonderheid op artikel 7, § 3;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 juni 2008;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet 4 augustus 1996;

Gelet op het driedelige raamakkoord van 28 februari 2007 voor de Waalse non-profitsector 2007-2009 zoals goedgekeurd door de Waalse Regering tijdens haar zitting van 1 maart 2007 en meer bepaald punt 2.6. betreffende "de toekenning van bijkomende verlofdagen die gecompenseerd moeten worden door netto-banencreatie" en op het lid betreffende de bijzondere maatregelen voor de thuisoppas;

Overwegende dat de forfaitbedragen voor de subsidiëring van de privé-sector verhoogd dienen te worden om werkgelegenheid te kunnen creëren ter compensatie van de toekenning van bijkomende verlofdagen;

Gelet op de noodzaak om de toekenning van de aanvullende subsidie ten gunste van alle betrekkingen van thuisoppas één te maken;

Overwegende dat, wat betreft de vaststelling van de contingenten, 2006 het laatste jaar van het territoriale "inhaalprogramma" voor de contingenten was, waarbij de inhaalbeweging in 2004 begonnen was om tegemoet te komen aan de noodzaak van een evenwichtige verspreiding van het dienstverleningsaanbod tussen de activiteitsgebieden;

Gelet op de verplichting voor de Waalse Regering om de contingenten vast te leggen vóór het jaar 2008;

Overwegende dat van de territoriaal afgebakende contingenten afgezien wordt per 1 januari 2008 en dat het dienstverleningscontingent het enige criterium wordt;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid in het bijzonder ingegeven door het feit dat de diensten zo vroeg mogelijk hun contingenten moeten kennen om het dienstenaanbod zo goed mogelijk te kunnen afstemmen op de steeds stijgende vraag;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7bis van het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 9. § 1. De toelagen worden toegekend met inachtneming van de beschikbare kredieten.

§ 2. Voor de toekenning van de toelagen bedoeld in artikel 10 verleent de Minister per dienst jaarlijks een maximaal aantal gesubsidieerde activiteiten uren inzake hulpverlening in het dagelijkse leven, ook "dienstcontingent" genoemd.

A. De dienst krijgt in 2008 een vastgesteld dienstcontingent waarbij rekening gehouden wordt met het gemiddelde van de contingenten die het in 2006 en 2007 kreeg, en met het gemiddelde van de activiteit die het in 2006 en 2007 ontplooidde.

B. Als het gemiddelde van de activiteit van een dienst voor de jaren 2006 en 2007 hoger is dan 97 % van het gemiddelde van de contingenten die het in 2006 en 2007 kreeg vóór overdracht, krijgt die dienst dat gemiddelde contingent tegen 100 % . In het tegenovergestelde geval krijgt de dienst een contingent dat gelijk is aan 103 % van de gemiddelde activiteit die het ontplooidde in 2006 en 2007, met een minimum van 500 uur bij die activiteit, die beperkt wordt tot het gemiddelde contingent.

C. De aldus teruggekregen uren worden dan gelijkelijk herverdeeld binnen elke sector (privé en overheid) tussen alle diensten, behalve de diensten wier contingent is verminderd, in verhouding tot het gemiddelde contingent, overeenkomstig punt B.

D. Het aldus verkregen contingent wordt vervolgens beperkt tot 103 % van het gemiddelde van de activiteit van de jaren 2006 en 2007. De aldus teruggekregen uren worden dan herverdeeld tegen 65 % binnen elke sector tussen de diensten wier gemiddelde activiteit in 2006 en 2007 hoger is dan het gemiddelde contingent van 2006 en 2007, waarbij in voorkomend geval een contingent van minstens 5 000 uur voorbehouden wordt aan een nieuwe dienst die voldoet aan de erkenningsvoorwaarden in 2008, en tegen 35 % over beide sectoren samen (privé en overheid), tussen de diensten wier gemiddelde activiteit in 2006 en 2007 hoger is dan het gemiddelde contingent van 2006 en 2007 in verhouding tot hun overschrijding.

§ 3. Na kennisgeving van de contingenten kunnen twee of meerdere diensten een overeenkomst sluiten om de uren die ze eventueel niet gebruikt hebben binnen de perken van hun contingent door te geven aan de overeenkomstsluitende partijen die hun uren zouden overschrijden. Van die overeenkomst moet kennis gegeven worden aan de Minister vóór 1 oktober van het jaar waarvan sprake.

§ 4. Voor zover de beschikbare kredieten het toelaten omdat bepaalde contingenten, onverminderd het eerste lid, in 2008 niet helemaal opgebruikt werden, genieten de activiteiten verricht door de diensten boven de grens van hun contingent, de toelagen bedoeld in artikel 10, eventueel naar evenredigheid verminderd.

§ 5. De activiteiten verricht door de gezinshelpsters die tewerkgesteld zijn in het kader van het doorstromingsprogramma, en door de gezinshelpsters wier betrekking gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, ofwel in het kader van de bepalingen betreffende de tegemoetkomingen voor de bevordering van de werkgelegenheid, het plan Activa met werkloosheidsvergoeding (werkuitkering genoemd) en in artikel 60 van de O.C.M.W.-wet, krijgen de subsidies vastgesteld in artikel 10 niet.

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de §§ 1 en 2 vervangen door volgende paragrafen :

"§ 1. De subsidie omvat :

1° Voor de diensten die onder de privé-sector vallen :

a) een forfaitair bedrag van 19,7321 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonlasten van de gezinshelpers; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4541 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, minstens 8 en minder dan 14 jaar bedraagt, en met 1,3990 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, 14 jaar en meer bedraagt;

b) een bijkomende forfaitair bedrag van 2,1755 euro per prestatie, toegekend als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

c) een bijkomend forfaitair bedrag vastgelegd op 0,9438 euro toegekend per uur gepresteerd door de gezins- of seniorenhelpers als tegemoetkoming in de loonkosten van de maatschappelijk assistenten of verplegers sociaal geïnduceerden;

d) een bijkomend forfaitair bedrag van 6,2067 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, zondagen, feestdagen of tussen 6 uur en 8 uur en tussen 18 uur en 21 u. 30 m. Het aantal zagezegde "ongemakkelijke" uren mag niet hoger zijn dan 4 % van de contingenten.

2° Voor de diensten die onder de privé-sector vallen :

a) een forfaitair bedrag van 18,7487 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonlasten van de gezinshelpers; dat bedrag wordt vermeerderd met 2,23 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, minstens 8 en minder dan 14 jaar bedraagt, en met 3,8551 euro voor de uren gepresteerd door de gezinshelpers van wie de anciënniteit die voor de berekening van hun wedde in aanmerking genomen wordt, 14 jaar en meer bedraagt. Voor de diensten georganiseerd door een openbare instelling die op de gezinshelpers de bij het RGB vastgelegde schaal D1.1 en D2 niet toepast of enkel de schaal 8 maar die onderworpen is aan een beheersplan dat onder het Tonus-plan valt, worden de bedragen 2,23 euro en 3,8551 euro respectievelijk 0,4682 euro en 1,4672 euro;

b) een bijkomend forfaitair bedrag van 2,1650 euro per prestatie, toegekend als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

c) een bijkomend forfaitair bedrag vastgelegd op 0,9377 euro toegekend per uur gepresteerd door de gezins- of seniorenhelpers als tegemoetkoming in de loonkosten van de maatschappelijk assistenten of verplegers sociaal geïnduceerden of geïnduceerde verplegers met als specialisatie de gemeenschapsgezondheid, per uur gepresteerd door de gezins- of seniorenhelpers;

d) een bijkomend forfaitair bedrag van 6,2067 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, zondagen, feestdagen of tussen 6 uur en 8 uur en tussen 18 uur en 21 u. 30 m. Het aantal zagezegde "ongemakkelijke" uren mag niet hoger zijn dan 4 % van de contingenten.

§ 2. Die bedragen worden jaarlijks aangepast op grond van de loonindexeringen die zich in de loop van het jaar in de overheidsdiensten voordoen.

Ze worden gekoppeld aan de spilindex 104,14 overschreden in september 2006.

Art. 4. In artikel 18septies van hetzelfde besluit wordt volgend lid 2 toegevoegd :

"Alle andere thuisoppassers die niet bedoeld zijn in het eerste lid en die voldoen aan de voorwaarden van artikel 5bis van dit besluit, komen eveneens voor dit hoofdstuk in aanmerking."

Art. 5. In artikel 18octies, § 1, worden na de bewoordingen "zoals bedoeld in artikel 18septies" de woorden "eerste lid" ingevoegd. Overigens wordt het bedrag "4.108,58 euro" het bedrag "4.191,77 euro".

Er wordt een tweede lid ingevoegd in § 1 : "Een forfaitair bedrag van 2.096 euro wordt jaarlijks per voltijdse baan aan de dienst toegekend voor een thuisoppasbaan zoals bepaald in artikel 18septies, lid 2, als tegemoetkoming in de kosten van het administratief personeel en van de begeleidingsverantwoordelijken bedoeld in artikel 4, 4°, alsook in de loontoeslagen toegekend voor diensten verstrekt op zaterdagen, zondagen, feestdagen of tussen 18 en 8 uur. Voor deeltijdse banen wordt de subsidie verhoudingsgewijs verminderd."

De §§ 3 en 5 van hetzelfde artikel vervallen.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 4quinquies, luidend als volgt "Aanvullende subsidie in verband met de maatregelen opgenomen in het drieledige raamakkoord van 28 februari 2007 voor de Waalse niet-commerciële privé-sector 2007-2009" ingevoegd tussen de hoofdstukken 4quater en 5. Het bestaat uit de volgende artikelen :

"Art. 18duodecies. § 1. Dit artikel is van toepassing op de werknemers die onder het toepassingsgebied vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Subcomité voor de diensten van de gezins- en seniorenhelpers, betreffende de classificatie en de loonschalen, behalve enerzijds de werknemers bedoeld in artikel 10 en anderzijds de werknemers bedoeld in artikel 2 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

§ 2. Binnen de begrotingsperken vastgelegd in het drieledig raamakkoord van 28 februari 2007 als bovenvermeld wordt er een forfaitaire jaarlijkse som van 236,50 euro verleend aan de erkende dienst per voltijds equivalent als tegemoetkoming in de kostprijs van de compenserende aanwerving voortvloeiend uit de toekenning van de bijkomende anderhalve dag verlof.

§ 3. De subsidie vastgelegd in § 1 wordt overeenkomstig artikel 10, § 2, geïndexeerd.

§ 4. De subsidie wordt per kalenderjaar aan de dienst uitbetaald als volgt :

- een voorschot van 80 % van de op grond van de werkelijke activiteit in 2007 geraamde subsidie, na indiening van een behoorlijk ingevulde en ondertekende aangifte van schuldvordering;

- het saldo na overlegging van de bewijsstukken, die de werkelijke last aantonen die de werkgever moest dragen voor elke werknemer in voltijds equivalenten; die worden uiterlijk ingediend op 30 juni van het volgende jaar.

Art. 18terdecies. § 1^{er}. Dit artikel is van toepassing op de werknemers die onder het toepassingsgebied vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Subcomité voor de diensten van de gezins- en seniorenhelpers, betreffende de classificatie en de loonschalen, behalve enerzijds de werknemers bedoeld in artikel 10 en anderzijds de werknemers bedoeld in artikel 2 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

§ 2. Binnen de begrotingsperken vastgesteld in het drieledig raamakkoord van 28 februari 2007 als bovenbedoeld wordt er een subsidie met een forfaitair bedrag van 0,0834 euro toegekend aan de erkende dienst per beroepskilometer afgelegd door de werknemers waarvan sprake in § 1.

§ 3. De kilometers afgelegd in het kader van de distributie van maaltijden en in opdracht van de begunstigen worden niet als kilometers voor dienstverplaatsingen beschouwd.

§ 4. Het forfaitair bedrag wordt geïndexeerd op basis van het koninklijk besluit van 4 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten voor het openbaar ambt.

§ 5. De toekenning van de toelage wordt onderworpen aan de toepassing van de collectieve overeenkomst van 21 mei 2007 aangenomen in het Paritair Subcomité 318.01. Deze overeenkomst legt het bedrag van de kilometervergoeding voor dienstverplaatsingen vast ten belope van het bedrag voorzien overeenkomstig artikel 13, vierde lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

§ 6. Voor elke dienst wordt de toelage uitbetaald als volgt :

- een voorschot gelijk aan 80 % van het bedrag dat verkregen wordt na vermenigvuldiging van het product van de kilometers 2007 met het forfaitair bedrag bedoeld in artikel 1;

- het saldo van de toelage wordt uitbetaald na ontvangst van bewijsstukken die een nauwkeurig overzicht per dienst en per werknemer bevatten van de afgelegde kilometers uitbetaald aan de werknemers overeenkomstig artikel 13, vierde lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Dit overzicht wordt medeondertekend door de vertegenwoordigers van de betrokken werknemers in de Ondernemingsraad, of, bij gebreke daarvan, van het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke daarvan, van de vakbondsafvaardiging.

Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2008.

Namen, 26 juni 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT